



Dix ans après Paris

**La confiance est l'actif stratégique
qui fera advenir la transition**

Décembre 2025

Dix ans après l'Accord de Paris, nous entrons dans une nouvelle ère où les certitudes d'hier s'effacent progressivement. Les dividendes de la paix, qui ont longtemps soutenu la stabilité économique et financière, semblent désormais derrière nous : tensions géopolitiques, risques physiques, fractures sociales, bouleversements technologiques. Dans ce contexte, une évidence s'impose : le développement durable ne repose plus seulement sur la responsabilité et l'intégration des facteurs extra-financiers, mais aussi et avant tout sur la confiance. La confiance est essentielle : c'est elle qui ouvre l'accès aux marchés, détermine le coût du capital, permet l'acceptabilité des cadres réglementaires et, surtout, fonde la légitimité de l'action économique. Nous ne sommes plus dans un schéma où la création de valeur précède la responsabilité : la confiance est désormais un actif stratégique, mesurable, qui favorise la résilience, la stabilité et la soutenabilité.

Pourtant, si l'on écoute ce bruit de fond que l'on appelle « le marché », la messe semble dite : la finance durable serait derrière nous, balayée par ce que certains appellent le « backlash ». Le retour de bâton serait violent : rejet des « contraintes » environnementales et sociales, correction jugée salutaire par ceux qui estiment que les bonnes

intentions n'ont pas fait leurs preuves. Il faudrait, dit-on, libérer la finance pour qu'elle revienne à ce qu'elle sait faire de mieux : produire du profit immédiat. Le *business as usual* serait donc de retour, avec de nouveaux totems : la technologie et l'intelligence artificielle (IA), plus ou moins teintées d'énergies renouvelables et de climat, d'une part, et l'industrie de la défense, à une époque où les enjeux de souveraineté ressurgissent, d'autre part.

Il est vrai que plusieurs symboles vacillent : la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero* (GFANZ) sous respirateur, et les alliances similaires qui se fracturent telle la *Net Zero Banking Alliance* ; les directives européennes remises en question (CSRD¹, CS3D²) ; la taxonomie³ en révision permanente. Quant à l'Accord de Paris, dont les objectifs paraissent hors de portée et que certains jugent déjà relégué au musée des bonnes intentions – assimilé au monde « naïf » du multilatéralisme, de bons sentiments et de tableurs Excel –, il est brandi comme la preuve d'un cycle achevé. Nombreux sont, en effet, les éléments qui pourraient faire croire que la finance verte est morte. Certains s'en attristent en silence. D'autres – ceux qui ne s'y retrouvaient pas, ou ceux qui s'y étaient engagés sans conviction – respirent, soulagés.

Mais ce serait une erreur de diagnostic. Bien au contraire, si l'on observe objectivement les évolutions des dix dernières années, la finance durable n'a pas disparu : elle a changé les règles du jeu. Ce n'est plus la promesse de rendement immédiat qui attire les capitaux et permet d'innover, mais la capacité à instaurer un climat de confiance, en démontrant la transparence, la responsabilité, l'impact réel. Les acteurs économiques qui l'ont compris sont ceux qui innovent, attirent les investissements et résistent aux crises. En réalité, le succès de la finance durable est tout bonnement spectaculaire et, 10 ans après les rêves de ceux qui, en décembre 2015, erraient dans les couloirs de la COP21 au centre de conférence de Villepinte, attendant que le petit marteau vert de Laurent Fabius scelle l'Accord de Paris, l'histoire continue.

Je vous propose un voyage rétrospectif, pour comprendre comment la confiance s'est imposée comme le socle de la finance durable, et pourquoi elle sera la clé de la compétitivité et de la prospérité pour la décennie à venir.



Philippe Zaouati
Directeur général

¹ La directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) habilite la Commission à adopter des actes délégués et des actes d'exécution pour préciser comment les autorités compétentes et les participants au marché doivent se conformer aux obligations énoncées dans la directive. [Plus d'informations ici](#).

² La directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CS3D) a pour objectif de favoriser un comportement durable et responsable des entreprises dans leurs opérations et à travers leurs chaînes de valeur mondiales. [Plus d'informations ici](#).

³ La taxonomie verte de l'UE est un système de classification des activités économiques permettant d'identifier celles qui sont durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire qui n'aggravent pas le changement climatique. [Plus d'informations ici](#).



Dix raisons de se réjouir et de continuer

1. L'innovation financière au service du climat

La finance a toujours été un terrain d'innovation, parfois à l'excès, lorsque sa complexité nourrit la spéculation et fragilise la confiance, comme en 2008. Toutefois, depuis 2015, l'innovation a gagné la confiance du marché en construisant des instruments capables d'orienter les capitaux vers une économie plus soutenable, répondant à des besoins réels. Le vocabulaire et l'offre se sont enrichis : obligations vertes, sociales ou durables, prêts ESG⁴, fonds climat, fonds à impact, investissement dans les infrastructures de transition énergétique, crédits carbone. À l'aube de la création du cadre réglementaire, Mirova a contribué à l'élaboration des [Green Bond Principles](#), puis avec le groupe d'experts de la finance durable de la Commission européenne, à la définition des futurs [EU Green Bond Standards](#) (EU GBS) ou encore de la taxonomie verte européenne. C'est la confiance dans des cadres clairs et des engagements sincères qui a permis de passer à l'échelle. Des dispositifs ont émergé, comme les [Just Energy Transition Partnerships](#) (JETP), plateformes de coopération Nord-Sud pour financer la sortie du charbon et le déploiement des renouvelables, dont l'efficacité repose sur la confiance entre partenaires publics et privés.

LE DÉFI : MAINTENIR L'INNOVATION

L'enjeu de la prochaine décennie sera de continuer à innover, dans un contexte changeant et à l'ère de l'IA, tout en rationalisant l'existant pour plus de clarté, avec efficacité et simplicité.

2. La donnée, infrastructure invisible de la durabilité

En finance durable, la donnée s'est imposée comme la véritable infrastructure de la confiance. Investisseurs, entreprises, régulateurs et société civile : tous s'appuient désormais sur la qualité, la traçabilité et l'indépendance de l'information pour guider leurs décisions. Pour répondre à cette exigence et orienter les capitaux, le secteur a ainsi bâti ses propres référentiels. En 2025, la donnée ESG, le reporting extra-financier et les modèles d'impact ne sont plus des accessoires : ils sont au cœur des processus d'allocation.

Le cadre réglementaire a accéléré cette transformation, structurant la comparabilité et la transparence à l'échelle internationale – Conseil international des normes de durabilité (ISSB)⁵, Groupe de travail sur la divulgation des informations financières liées au climat (TCFD) ; Groupe de travail sur la divulgation des informations financières liées à la nature (TNFD) – et en Europe – CSRD, Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR)⁶. Mirova a été pionnière dans cette dynamique : mesure de l'empreinte carbone des portefeuilles, [calcul et intégration des émissions évitées](#), et lancement du [Climate Contribution Framework](#) (Indicateur de contribution climat) pour les entreprises.

L'ENJEU DE LA FIABILISATION

Si la CSRD et la CS3D suscitent aujourd'hui des débats, la tendance de fond reste claire : l'exigence sur la qualité des données de durabilité ne cesse de croître. Pourtant, leur multiplication, l'hétérogénéité des formats et la lourdeur du reporting freinent l'action. À l'heure où IA permet de détecter incohérences et greenwashing, le défi des prochaines années sera de simplifier, fiabiliser et harmoniser données, pratiques et modèles, pour préserver la crédibilité du système et faire de la donnée un véritable levier de transformation.

⁴ Environnemental, social, gouvernance

⁵ L'International Sustainability Standards Board (ISSB) (Conseil international des normes de durabilité) est un organisme de normalisation créé en 2021-2022 dans le cadre de la Fondation IFRS, dont le mandat est de créer et développer des normes d'information financière relatives au développement durable afin de répondre aux besoins des investisseurs en matière d'information environnementale.

⁶ Le Règlement « Sustainable Finance Disclosure Reporting » (SFDR) vise à fournir plus de transparence en termes de responsabilité environnementale et sociale au sein des marchés financiers, à travers notamment la fourniture d'informations en matière de durabilité sur les produits financiers (intégration des risques et des incidences négatives en matière de durabilité). [Plus d'informations ici](#).



3. Le risque redéfini par le climat et la réputation

Il y a dix ans, la finance raisonnait avant tout à court terme, bercée par des probabilités. Depuis, le paysage a changé : risques physiques, de transition, juridiques et réputationnels sont désormais intégrés dans les bilans et les portefeuilles. Aujourd’hui, aucune banque ne peut ignorer le risque d’actifs échoués (*stranded assets*), ni les risques liés aux controverses.

Les stress tests climatiques ont confirmé cette réalité. [Celui de l’Eurosystème, publié en 2022](#), a conclu à une exposition matérielle des banques européennes aux risques physiques et de transition. En 2024, la Banque centrale européenne (BCE) reconnaissait publiquement la vulnérabilité structurelle des établissements, liée à la surexposition aux secteurs à fortes émissions (plus de 70 % des crédits aux entreprises)⁷. Les « cygnes noirs » ont laissé la place aux « cygnes verts » : des risques écologiques dont on ne peut ignorer la probabilité et les impacts extrêmes. À cela s’ajoute la pression réputationnelle. Les ONG jouent un rôle majeur en poussant les acteurs économiques à intégrer le climat dans leur cartographie globale des risques, au même titre que les risques de marché ou de liquidité.

AMÉLIORER LA PERCEPTION DU RISQUE

Les risques restent souvent sous-estimés, perçus comme lointains ou abstraits. Le défi de la décennie à venir sera de corriger ce déficit de perception et de renforcer la confiance dans la capacité du secteur financier à les anticiper et à les gérer. Car la crédibilité, la fiabilité et la réputation sont désormais des remparts aussi essentiels que les ratios prudentiels.

4. Un changement de perception : de la logique d’exclusion à l’impact positif

En dix ans, la logique défensive a cédé la place à une approche active. Les investisseurs ont transformé les risques ESG en opportunités d’investissement et en leviers de contribution climatique. Ce basculement s’est opéré grâce à des sociétés de gestion pionnières, qui ont aligné performance financière et impact, défini des cadres de reporting et intégré des indicateurs de durabilité jusque dans la rémunération des équipes. Porté par des acteurs comme la Banque européenne d’investissement (BEI) ou le Global Impact Investing Network (GIIN), ce mouvement s’est doté d’un cadre robuste et crédible. Chez Mirova, entreprise à mission et certifiée B Corp⁸, l’impact est devenu l’un des piliers du modèle économique.

Le couple rendement/risque s’est mué en trinôme : rendement/risque/impact. Le règlement SFDR oblige les investisseurs à publier leur alignement avec la taxonomie verte européenne et à orienter leurs allocations vers des activités durables. La double matérialité – une entreprise affecte son environnement autant qu’elle en subit les effets – a révolutionné l’analyse et le reporting. Si la finance reste guidée par la recherche de performance, les investisseurs reconnaissent désormais leur rôle dans la transformation de l’économie réelle.

OPTIMISER LA GESTION DE L’IMPACT

La prochaine décennie devra permettre de mieux mesurer, comparer et piloter l’impact pour en faire une dimension stratégique de la gestion d’actifs : la crédibilité et la confiance se joueront autant sur la preuve d’impact que sur la performance financière.

⁷ [Banks and insurance have key role to play in reducing climate-related financial stability risks, joint ECB/ESRB report finds](#), Banque centrale européenne, 2023

⁸ L’article 176 de la loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite loi Pacte, introduit la qualité de société à mission. Il permet à une société de faire publiquement état de la qualité de société à mission en précisant sa raison d’être ainsi qu’un ou plusieurs objectifs sociaux et environnementaux que la société se donne pour mission de poursuivre dans le cadre de son activité. Depuis 2006, le mouvement B Corp porte à travers le monde des valeurs fortes de changement pour faire des entreprises « a force for good » et distinguer celles qui réconcilient but lucratif (for profit) et intérêt collectif (for purpose). L’objectif de B Corp est de certifier les entreprises qui intègrent dans leur modèle d’affaire et dans leurs opérations des objectifs sociaux, sociaux et environnementaux. Plus de détails [ici](#).



5. La réglementation devenue colonne vertébrale

La finance durable n'est plus une option. Elle est encadrée, normée, auditée : dotée d'un corpus de règles devenu standard international de transparence et de responsabilité.

Ce cadre n'est pas une contrainte : il est la condition de la confiance. L'Europe a joué un rôle avant-gardiste en imposant le reporting de durabilité. Sous l'effet du règlement SFDR, plus de la moitié des fonds de sociétés de gestion européennes sont classés « durables » (articles 8 et 9), soit près de 9 500 milliards d'euros d'encours fin 2024⁹. La normalisation européenne a fait école. Aux États-Unis, des progrès avaient été accomplis sur la divulgation climatique avant le dernier virage politique. En Chine, une taxonomie verte unifiée a été publiée en 2025. Sur la scène mondiale, l'ISSB et l'Europe préparent un socle commun pour le reporting de durabilité. La finance durable est devenue une véritable colonne vertébrale de l'économie mondiale. Même les pays réticents admettent la nécessité d'un cadre commun crédible.

UN CADRE AU SERVICE DE L'INNOVATION

Le défi des prochaines années sera d'allier exigence et pragmatisme : des règles claires et rigoureuses, garantes de la confiance collective, mais suffisamment souples pour soutenir l'innovation et accélérer la transition à grande échelle.

6. Les banques centrales montent au front

Le cadre macroprudentiel a changé de nature. Les banquiers centraux, chargés de la stabilité financière et de la lutte contre l'inflation, intègrent désormais le climat dans les stress tests, le suivi des expositions carbone et l'intégration des risques de transition dans l'évaluation de la stabilité financière. Le Network for Greening the Financial System (NGFS), lancé en 2017 avec huit membres, compte aujourd'hui près de 150 membres, banques centrales et superviseurs du monde entier, illustrant ainsi une mutation silencieuse du cœur du système monétaire international¹⁰. La crise du Covid a marqué un tournant : pour la première fois, la BCE a conditionné certains achats de titres à des critères climatiques. Les approches demeurent néanmoins contrastées : la Réserve fédérale américaine avance et recule selon les majorités politiques, la Banque populaire de Chine mène une décarbonation volontariste.

ALIGNER STABILITÉ CLIMATIQUE ET ÉCONOMIQUE

Bien que le climat soit désormais au cœur du mandat macroprudentiel, les banquiers centraux, encore prudents à son égard, devront revoir leurs priorités et placer la stabilité climatique au même niveau que la stabilité géopolitique et des prix. Une chose est sûre : la confiance dans la résilience du système financier passe désormais par sa capacité à anticiper et absorber les chocs climatiques.



⁹ *The SFDR fund market latest market trends and the upcoming SFDR review*, European Fund and Asset Management Association (EFAMA), avril 2025

¹⁰ NGFS, octobre 2025



7. La finance du développement réinventée

Le développement et le climat sont indissociables. La finance du développement et les banques multilatérales ont intégré le climat au cœur de leurs missions. Leur coordination s'est renforcée au gré des sommets Finance in Common et de l'essor d'instruments hybrides comme la *blended finance* (finance mixte), qui combine capitaux publics et privés. Ces mécanismes reposent sur un ciment essentiel : la confiance des investisseurs privés dans la capacité des acteurs publics à partager le risque, la confiance des pays bénéficiaires dans la pérennité des engagements, la confiance des citoyens et des acteurs publics dans la capacité des fonds privés à générer de l'impact réel sur le terrain. Mirova a pris part à cette dynamique à travers une stratégie dédiée à la gestion durable des terres, un fonds consacré à la transition énergétique dans les marchés émergents et un programme de recherche sur les synergies entre capitaux privés et objectifs climatiques mené en partenariat avec l'université Columbia.

L'expansion s'accélère. Les financements multilatéraux ont crû de 10 % en 2024. Dans les pays émergents, des véhicules innovants combinant dons, garanties et capital patient voient le jour. Toutefois, les 100 milliards de dollars promis pour la transition des pays en développement n'ont été atteints qu'en 2022, avec deux ans de retard¹¹.

ÉTENDRE L'IMPACT

Alors que la finance du développement et la finance climat convergent pour mobiliser des capitaux privés à grande échelle, le défi est clair : passer du laboratoire au déploiement massif, dans un contexte de contrainte forte sur les budgets d'aide publique au développement. Car sans ce pont entre climat et développement, aucune transition juste ne sera possible.



8. L'actionnariat actif comme levier de changement

L'engagement actionnarial n'est plus une posture symbolique. Il a quitté le terrain des exclusions passives pour devenir un instrument stratégique : les investisseurs nouent désormais une relation de confiance avec les entreprises et influencent leurs pratiques ESG par le dialogue, le suivi et le vote. Certaines résolutions en assemblée générale – stratégies climatiques, mesure des progrès, transparence des plans de transition – deviennent des standards attendus. Les sujets d'engagement se sont élargis : biodiversité, lutte contre le travail forcé, gouvernance des chaînes d'approvisionnement. Pour peser collectivement, les investisseurs rejoignent des coalitions, comme Climate Action 100+ ou One Planet Sovereign Wealth Fund (OPSWF), qui intègrent la durabilité au cœur des processus d'investissement. Mirova participe activement aux travaux d'OPSWF sur la transition, la nature et l'IA. Même tendance sur le non coté avec des acteurs majeurs qui inscrivent l'engagement dans leur stratégie. Les résultats sont tangibles : évolution des gouvernances, révision des plans industriels, abandon de projets carbonés. L'engagement n'est ni une posture morale ni une lubie d'activistes : il concilie qualité des portefeuilles et trajectoires de transition.

REFORCER L'ENGAGEMENT COLLECTIF

Tandis que la politisation du débat aux États-Unis pousse certains grands gestionnaires à se retirer des coalitions ou réduire leur engagement, le défi des prochaines années sera d'amplifier la coopération pour faire de l'engagement actionnarial l'un des leviers les plus puissants et crédibles de la transformation économique.

¹¹ World Resources Institute, mai 2024





9. Une nouvelle génération de talents et de formations

En 2015, les masters et cours en finance durable étaient rares. En 2025, les grandes écoles ont intégré le climat et la durabilité dans leurs programmes. INSEAD, ESCP, LSE ou Columbia ont lancé des MBA spécialisés. Chez Mirova, nous avons choisi d'aller plus loin en devenant partenaire fondateur de l'École du Climat de Sciences Po Paris, avec le soutien de Natixis Investment Managers, pour former une nouvelle génération d'experts engagés. Les experts en durabilité manquaient il y a dix ans. Aujourd'hui, ils siègent aux comités d'investissement, aux directions des risques et dans les équipes de gestion. Ces profils hybrides savent traduire le langage scientifique en décisions économiques. Formés à la durabilité, ils exigent une transition cohérente, profonde et sincère. Les banques et les investisseurs recrutent ainsi *data scientists*, ingénieurs climat, responsables biodiversité. L'ensemble des équipes est sensibilisé à travers des formations internes obligatoires, des certifications ESG et des programmes exécutifs dédiés.

CONSTRUIRE LES FINANCIERS DE DEMAIN

Tandis que la politisation du débat aux États-Unis pousse certains grands gestionnaires à se retirer des coalitions ou réduire leur engagement, le défi des prochaines années sera d'amplifier la coopération pour faire de l'engagement actionnarial l'un des leviers les plus puissants et crédibles de la transformation économique.

10. Une culture de l'intégrité émerge

Les crises successives ont rappelé au marché que la finance doit servir l'économie et le bien commun. Cette prise de conscience s'est incarnée dans le statut d'entreprise à mission créé par la loi Pacte en 2019. Adopté par près de 2 000 entreprises¹², dont Mirova en 2021, il définit une mission d'intérêt collectif et impose une gouvernance dédiée. En parallèle, le mouvement B Corp s'est mondialisé. Comme Mirova, plus de 10 000 sociétés sont certifiées¹³, traduisant un désir collectif d'aligner performance économique et intérêt général, profit et responsabilité.

Même la sacro-sainte responsabilité fiduciaire ne se limite plus à maximiser le rendement à court terme : elle vise désormais à préserver les conditions de prospérité durable pour les clients. Les dirigeants intègrent climat et durabilité dans leurs décisions, la société exige une finance responsable, et les épargnants interrogent la cohérence entre leurs valeurs et leurs placements, et demandent des preuves.

SOUTENIR L'INTÉGRITÉ FINANCIÈRE

Pour autant, l'urgence climatique s'accélère. La finance doit préserver cette conscience morale – réelle, mais fragile – et renforcer la confiance collective face aux pressions politiques et économiques. Car sans intégrité, il n'y aura ni crédibilité, ni légitimité, ni transition

¹² Baromètre des entreprises à mission 2024, Observatoire des sociétés à mission, mars 2025

¹³ B Corp, novembre 2025



10 ans pour tout changer, 10 ans pour durer

Entre 2015 et 2025, la finance durable n'a pas tout réussi. Les émissions de carbone continuent de grimper, les inégalités se creusent, et pourtant, la durabilité s'est imposée comme une composante incontournable du capitalisme : il ne s'agit plus de se demander s'il faut agir, mais comment agir mieux. Ces dix années nous ont offert dix victoires, chacune porteuse d'un défi pour l'avenir dans un contexte où la souveraineté politique, économique et technologique, prend plus d'importance. Ces dix défis dessinent désormais notre feuille de route pour bâtir une finance à la fois résiliente et transformative, en tirant parti de la technologie tout en préservant le capital confiance, véritable moteur de compétitivité et de croissance durable. Mirova y contribuera en tant que société toujours pionnière et à l'avant-garde des défis de notre temps.

Les raisons du succès (2015-2025)	Les défis des dix prochaines années (2025-2035)
L'innovation financière au service du climat	Passer de la multiplication d'outils à la cohérence : simplifier, standardiser et orienter l'innovation vers l'adaptation, la préservation de l'environnement et la transition juste.
La donnée, infrastructure invisible de la durabilité	Fiabiliser et rationaliser les flux d'informations ; maîtriser l'IA pour éviter le biais et l'inflation de reporting ; faire de la donnée un outil d'action, pas un fardeau.
Le risque redéfini par le climat et la réputation	Mieux quantifier le risque climat à court terme ; intégrer pleinement les coûts environnementaux dans la valorisation des actifs ; renforcer la résilience du système.
De la logique d'exclusion à l'impact : un changement de paradigme	Mieux mesurer et comparer les impacts ; éviter l' <i>impact-washing</i> ; faire de l'impact un critère aussi structurant que le rendement ou le risque.
La réglementation, colonne vertébrale de la finance durable	Simplifier sans régresser : trouver l'équilibre entre exigence et efficacité ; prévenir la bureaucratisation de la finance durable.
Les banques centrales montent au front	Faire du climat un pilier à part entière de la stabilité financière ; aligner la politique monétaire sur les objectifs climatiques.
La finance du développement réinventée	Opérer un passage à l'échelle massif : multiplier par six les investissements dans les pays émergents et tripler la finance concessionnelle.
L'actionnariat actif comme levier de changement	Étendre la culture de l'engagement actionnarial à tous les marchés, y compris privés ; maintenir la dynamique face à la politisation et au recul américain.
Une nouvelle génération de talents et de formations	Aligner les rémunérations et incitations sur le long terme ; faire évoluer la culture managériale et les critères de performance.
L'émergence d'une culture de la responsabilité	Préserver cette conscience collective dans un contexte de repli ; ancrer durablement la confiance et la transparence au cœur du capitalisme.

MENTIONS LÉGALES

Ces informations sont destinées exclusivement à des clients non professionnels et professionnels au sens de la directive MiFID. Ce document et son contenu ne constituent ni une invitation, ni un conseil, ni une recommandation à souscrire, acquérir ou vendre des parts émises ou à émettre par les fonds gérés par Mirova. Les services mentionnés ne tiennent pas compte d'objectifs d'investissement, de situation financière ou de besoins spécifiques de tout destinataire. Mirova ne saurait être tenue responsable de toute perte financière ou de toute décision prise sur la base des informations contenues dans cette présentation et n'assume aucune responsabilité de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

Les informations contenues dans ce document sont basées sur la situation, les intentions et les orientations actuelles et sont susceptibles d'évoluer. Bien que Mirova ait pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier que les informations de cette vidéo proviennent de sources fiables, certaines proviennent de sources publiques et/ou ont été fournies ou préparées par des tiers. Mirova décline toute responsabilité quant aux descriptions et résumés contenus dans ce document. Mirova ne s'engage pas à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité des informations mentionnées ou sous-entendues dans cette vidéo ou toute autre information fournie en lien avec le fonds. Les destinataires doivent également noter que cette vidéo contient des informations prospectives, délivrées à la date de cette présentation. Mirova ne s'engage pas à mettre à jour ou réviser ces informations prospectives, que ce soit en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour toute autre raison. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis.

Les liens vers des sites tiers sont fournis uniquement pour des raisons de commodité. Mirova et ses filiales n'approuvent, ne valident, ne vérifient ni ne contrôlent ces sites et ne garantissent pas l'exactitude, l'exhaustivité, la pertinence ou l'actualité de leur contenu. Votre décision de vous connecter à ces sites vous soumettra probablement à leurs conditions d'utilisation et/ou politiques de confidentialité.

Les informations contenues dans ce document sont la propriété de Mirova. La distribution, la possession ou la transmission de cette présentation dans ou depuis certaines juridictions peuvent être restreintes ou interdites par la loi. Les destinataires de ce document sont invités à se renseigner sur ces restrictions ou interdictions et à s'y conformer. La politique de vote et d'engagement de Mirova, ainsi que les codes de transparence, sont disponibles sur son site internet : www.mirova.com.

Ce document non contractuel a été finalisé en décembre 2025.

INVESTISSEMENTS ESG – RISQUES ET LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Pour l'ensemble de ses investissements, Mirova vise à proposer des portefeuilles cohérents avec une trajectoire climatique inférieure à 2 °C telle que définie dans l'Accord de Paris de 2015, et affiche systématiquement l'empreinte carbone de ses investissements (hors gestion Solidarité et Capital Naturel), calculée selon une méthodologie propriétaire pouvant comporter des biais.

En utilisant des critères ESG dans sa politique d'investissement, l'objectif des stratégies concernées de Mirova est notamment de mieux gérer le risque de durabilité et de générer des performances durables à long terme. Les critères ESG peuvent être générés à partir de modèles propriétaires, de modèles et données tiers, ou d'une combinaison des deux. Les critères d'évaluation peuvent évoluer dans le temps ou varier selon le secteur ou l'industrie de l'émetteur. L'application des critères ESG au processus d'investissement peut conduire Mirova à investir ou exclure des titres pour des raisons non financières, indépendamment des opportunités de marché disponibles. Les données ESG reçues de tiers peuvent être incomplètes, inexactes ou indisponibles ponctuellement. Par conséquent, il existe un risque que Mirova évalue incorrectement un titre ou un émetteur, entraînant une inclusion ou exclusion erronée dans le portefeuille d'un fonds. Pour plus d'informations sur nos méthodologies, veuillez consulter notre site internet : <https://www.mirova.com/fr/durabilite>



À PROPOS DE MIROVA

Mirova est une société de gestion globale d'actifs dédiée à l'investissement durable et une filiale de Natixis Investment Managers. À la pointe de la finance durable depuis plus d'une décennie, Mirova développe des solutions d'investissement innovantes dans toutes les classes d'actifs, visant à combiner création de valeur à long terme avec un impact environnemental et social positif. Basée à Paris, Mirova propose une large gamme de stratégies actions, taux, diversifié, infrastructures de transition énergétique, capital naturel et private equity conçues pour les investisseurs institutionnels, les plateformes de distribution et les investisseurs particuliers en Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique. Mirova et ses sociétés affiliées comptaient 33 milliards d'euros d'actifs sous gestion au 30 septembre 2025. Mirova est une entreprise à mission*, labellisée B Corp**.

Les références à un classement, un label, un prix et/ou à une notation ne préjugent pas des résultats futurs de ces derniers/du fonds ou du gestionnaire. *Mirova est une société à mission depuis 2020. Pour plus d'informations : www.entreprisesamission.com. **Depuis 2006, le mouvement B Corp porte à travers le monde des valeurs fortes de changement pour faire des entreprises « a force for good » et distinguer celles qui réconcilient but lucratif (for profit) et intérêt collectif (for purpose). L'objectif de B Corp est de certifier les entreprises qui intègrent dans leur modèle d'affaire et dans leurs opérations des objectifs sociaux, sociaux et environnementaux. La certification B Corp est une désignation indiquant qu'une entreprise respecte des normes élevées de performance vérifiée, de responsabilité et de transparence sur des facteurs allant des avantages sociaux des employés et des dons caritatifs aux pratiques de la chaîne d'approvisionnement et aux matériaux d'entrée. Certifiée depuis 2020, Mirova présente une nouvelle demande de certification B Corp tous les trois ans. Les frais de certification s'élèvent à 30 000 €. Pour en savoir plus veuillez visiter le site web de B Corp ici : <https://www.bcorporation.net/en-us/certification>

MIROVA

Société de gestion de portefeuille – Société Anonyme
RCS Paris n°394 648 216 – Agrément AMF n°GP 02-014 59, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris
Mirova est un affilié de Natixis Investment Managers.
[Website](#) – [LinkedIn](#)

NATIXIS INVESTMENT MANAGERS

Société anonyme
RCS Paris 453 952 681
59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
Natixis Investment Managers est une filiale de
Natixis.

MIROVA US

888 Boylston Street, Boston, MA 02199.
Tél : 857-305-6333
Mirova US est une filiale implantée aux États-Unis, détenue par Mirova. Mirova US et Mirova ont conclu un accord selon lequel Mirova fournit à Mirova US son expertise en matière d'investissement et de recherche.
Mirova US combine sa propre expertise et celle de Mirova lorsqu'elle fournit des conseils à ses clients.

MIROVA UK

Mirova UK Société anonyme à responsabilité limitée de droit anglais
Siège social: 60 Cannon Street, London, EC4N Les services de Mirova UK sont réservés exclusivement aux clients professionnels et aux contreparties éligibles. Ils ne sont pas disponibles aux clients non professionnels. Mirova UK est une succursale de Mirova.

MIROVA KENYA LIMITED

Mirova Kenya Limited
Société à responsabilité limitée de droit kenyan KOFISI c/o Sunbird Support Service Kenya Limited, Riverside Square, 10th Floor, Riverside Drive, P.O. Box 856-00600 Nairobi, Kenya
Mirova Kenya Limited est agréée en tant que Conseiller en investissement par l'Autorité des marchés financiers (CMA) en vertu des dispositions de la loi Capital Markets Act (Cap 485A of the Laws of Kenya). Mirova Kenya Limited est une filiale de Mirova SunFunder Inc.